

L'air de Paris rend libre ? L'exemple des historiens portugais dans la capitale française durant la dictature (1926-1974)

Christophe Araújo

Université de Cergy-Pontoise¹ / AGORA

Doctorant

christophe.araujo@hotmail.fr

Résumé : Face à une Lisbonne devenue le siège d'une nouvelle façon de considérer le savoir scientifique, conséquence d'un nouveau pouvoir politique orientant de façon durable la rhétorique d'un passé mythifié, se pose pour un certain nombre d'historiennes et historiens la question de fuir vers d'autres horizons. À travers l'exemple de Paris, haut lieu du savoir européen, cet article veut étudier le parcours de scientifiques ayant fait le choix de quitter le Portugal – pour se sentir moins contraints – dans l'objectif de révéler un pan du dialogue des capitales qui s'est mis en place durant quarante-huit ans.

Mots-clés : historiens ; historiographie ; politique ; exil ; dictature.

Introduction

Un vieil adage qui aurait été forgé dans le Saint Empire romain germanique au XV^e siècle dit que « l'air de la ville rend libre ». Ainsi, la ville au Moyen Âge paraît être un espace de relative liberté qui rend possible tout un éventail d'entreprises par rapport aux campagnes européennes médiévales, où l'écoulement cyclique du temps au gré des semailles domine. Au-delà du poids de la saisonnalité qui sépare les espaces ruraux alors majoritaires des espaces urbains, la ville est – au-delà d'un espace dense aux effluves abondantes² – avant tout le lieu de la liberté économique : on peut entreprendre dans le textile, l'artisanat, les activités financières, et donc potentiellement s'enrichir pour, peut-être, rejoindre une nouvelle élite qui se crée dans cet espace, formant graduellement la classe des bourgeois. Mais la liberté acquise dans cet espace à l'abri des murailles est aussi celle d'agir et de penser, facilitée par l'anonymat des villes, la proximité avec les lieux de formation du savoir en

¹ Doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Cergy-Pontoise, sous la direction de Patrick Garcia (Université Cergy-Pontoise) et d'António Costa Pinto (Instituto de Ciências Sociais - Universidade de Lisboa).

² L'ouvrage sur la rue médiévale de Jean-Pierre Leguay, devenu depuis un classique du genre, a très bien analysé comment la difficile gestion des déchets en ville posait de sérieux problèmes d'hygiène dans les espaces urbains du Moyen Âge, en l'absence de réseaux d'assainissement. Voir Jean-Pierre Leguay, *La Rue au Moyen Âge*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1984.

pleine expansion et par l'éloignement des pesanteurs et du contrôle social qui s'exerce dans les campagnes.

Ce que l'on pourrait caractériser comme un « effet ville » – dont l'origine est même bien antérieure à la période médiévale que l'on vient d'aborder –, annonciateur et révélateur d'un sentiment de liberté, se poursuit jusqu'à l'époque contemporaine et est valable pour la Lisbonne du début du XX^e siècle. Capitale d'un empire certes amoindri par la perte du Brésil mais pluri-continental malgré tout, ville qui concentre la majorité des industries dans un pays essentiellement rural³, il s'y épanouit dans les milieux ouvriers, artisans et les professions intellectuelles, des idées contestant l'ordre monarchique puis orientant la période républicaine, notamment le libéralisme et le socialisme mais surtout le républicanisme. Mais le coup d'État du 28 mai 1926 marque un changement de paradigme. De cette ville d'où étaient votées les mesures républicaines se présentant comme celles d'une nouvelle ère⁴, partent dorénavant les ordres de la dictature militaire puis de ceux qui gouvernent le pays pendant quarante-six ans, António de Oliveira Salazar tout d'abord, puis Marcello Caetano de 1968 jusqu'à la Révolution des Œillets du 25 avril 1974.

Ce changement de paradigme politique en 1926 produit ce que l'on pourrait appeler un choc de liberté qui se traduit par un double glissement. D'abord par un enfouissement. Cet enfouissement est politique et littéraire : il se caractérise par une mise au ban progressive mais sûre de toutes les tendances progressistes et des écritures devenues non conformes, malgré quelques chétives persiennes⁵. En outre, prolongeant ce raisonnement, cette nouvelle période

³ Ainsi, en 1910, près de 85 % de la population vivait encore en milieu rural ce qui faisait du Portugal l'un des pays les moins urbanisés de l'Europe occidentale. Voir la première partie de Rui Ramos dans José Mattoso (dir.), Rui Ramos (coord.), *História de Portugal*, volume 6, *A Segunda Fundação*, Lisbonne, Editorial Estampa, 2001, p. 26. Cette situation dure jusqu'à la fin de la période autoritaire portugaise. Aussi, l'histoire urbaine du Portugal est surtout celle de Lisbonne, capitale macrocéphale écrasant toute sa région, et de Porto, les autres villes étant de taille très modeste.

⁴ L'intense période républicaine qui s'ouvre avec le renversement de la monarchie le 5 octobre 1910 et se clôt le 26 mai 1926 a montré une nouvelle fois l'importance de la ville de Lisbonne comme lieu privilégié des actions politiques. Fernando Rosas en a souligné le caractère révolutionnaire dans un ouvrage sur la foisonnante activité politique de la ville. L'attention de l'auteur se focalise surtout sur la période républicaine et sur les premières années du régime autoritaire avant une longue parenthèse où la Lisbonne révolutionnaire ne réapparaît qu'avec le 25 avril 1974. Voir Fernando Rosas, *Lisboa Revolucionária, Roteiro dos confrontos armados no século XX*, Lisbonne, Tinta de China, 2007. Pour une histoire de la Première République, voir Fernando Rosas, Maria Fernanda Rollo (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta de China, 2011 [2010].

⁵ J'entends par là que malgré le filtre de la censure et les pressions que la police politique pouvait exercer sur les maisons d'édition, menaçant certaines parfois de fermeture si elles poursuivaient la publication d'ouvrages jugés dangereux, certaines revues ou collections ont permis la diffusion d'idées contestataires ou qui n'étaient pas en tout cas la voix du pouvoir. On peut notamment penser à la revue *Seara Nova* mais aussi à *Vértice* – surtout à partir des années 1940 – ou bien à la collection *Biblioteca Cosmos* dirigée par Bento de Jesus Caraça qui a donné la possibilité à de nombreux intellectuels opposants de publier dans différents domaines, pour un certain nombre pour la première fois. Voir José Moreira de Araújo, *Biblioteca Cosmos, um projecto cultural do Prof. Bento de Jesus Caraça*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2001. Cependant, ces quelques espaces restaient

enclenche un enfouissement à l'échelle de l'individu, par l'autocensure et le non-dit instigué par la peur diffuse mais potentiellement réelle d'une sanction du pouvoir⁶. Le second glissement possible est celui d'une satellisation voire, pour reprendre une terminologie scientifique, une exèrèse, impliquant le passage de la frontière portugaise pour pouvoir exprimer sans entraves cette liberté. Nous allons surtout nous intéresser à ce dernier glissement mis en évidence avec Paris comme ville refuge.

Dans le domaine intellectuel, l'attractivité de Paris s'inscrit dans une temporalité longue, remontant à la période moderne et qui s'accélère à la fin du XIX^e siècle. Aussi, elle prend toute son ampleur par le dynamisme de l'historiographie française qui, à partir des années 1930, est en plein renouveau avec une nouvelle pratique de l'histoire qui se concentre sur l'histoire économique et sociale, désignée couramment comme celle de l'école des *Annales*⁷. À ce tropisme français déjà ancré dans les milieux universitaires portugais, s'ajoute l'étrange contexte de la dictature qui, pendant un quasi demi-siècle, pousse une partie des intellectuels opposants à l'exil. Ainsi, la tentation est forte, notamment pour une partie des historiens ou aspirants historiens qui ne se reconnaissent pas dans les lignes de pensées définies par le pouvoir en place, de répondre à l'appel de Paris, où se retrouvent les grands noms de l'historiographie et où la nouvelle pratique de l'histoire abordée précédemment fascine. L'objectif de cette communication est justement de saisir l'expérience parisienne de quelques historiens portugais qui ont osé franchir les Pyrénées en se demandant comment, lors du long moment autoritaire portugais, la ville de Paris est devenue un refuge qui rend libre pour une partie de la communauté historique.

C'est à travers un développement qui énumèrera les différentes périodes de cette chronologie autoritaire que nous tenterons de répondre à cette question. Ce sont ainsi trois périodes qui émergent, suivant plus ou moins quelques grandes phases de la dictature portugaise.

1926-1945 : Paris, base arrière de Lisbonne pour l'opposition ? Le temps politique

restreints et la marginalisation active exercée par le régime parvenait le plus souvent à réduire drastiquement les possibles à des interstices au regard de la production culturelle dominante.

⁶ Manuel de Lucena, entre autres, a bien insisté sur la méthode suivie par le pouvoir autoritaire portugais « que matou demasiadas coisas à nascença ou impediui, até, que fossem concebidas » (Manuel de Lucena, *O Regime Salazarista e a sua Evolução*, Matosinhos, Matosinhos, Contemporânea Editora, Câmara Municipal de Matosinhos, 1995, p. 9). Ainsi, le pouvoir, par la voix de ses censeurs mais aussi par la crainte d'un éventuel emprisonnement ou de pressions de la police politique, a toujours préféré, tout au long de la période, éviter l'utilisation manifeste de la force pour tenter de se différencier des autres régimes autoritaires ou totalitaires qui se multipliaient durant la période de l'entre-deux-guerres. Il n'en reste pas moins que, par cette invitation à consentir à l'autocensure, la finalité était tout aussi similaire que dans les autres régimes.

⁷ Sur l'importance dans l'historiographie française mais aussi, durant les années 1950 et 1960, européenne voire mondiale, de cette façon d'écrire l'histoire, initiée dans la revue des *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, voir André Burguière, *L'École des Annales. Une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.

La ville de Paris devient très rapidement un espace d'agrégation de l'opposition portugaise. En effet, du fait de la réussite du coup d'État du 28 mai 1926, une partie des opposants fait le choix de partir. Les départs se concentrent dans deux zones géographiques : la France d'un côté et de l'autre l'Espagne, particulièrement autour de la frontière avec le Portugal. Soulignons que le moment français et surtout parisien connaît son apogée entre 1926 et 1931 car, par la suite, l'Espagne républicaine devient aussi un terrain de prédilection pour l'opposition portugaise et cela jusqu'au début de la guerre civile espagnole en 1936 qui redistribue soudainement à nouveau les cartes⁸. Mais si nous nous concentrons sur la période française, c'est depuis Paris que les opposants de l'époque initient leurs tentatives, tant bien que mal, de restructurer à l'étranger les réseaux républicains, ébranlés par le coup d'État, dans l'objectif de renverser le pouvoir autoritaire et conservateur qui s'était mis en place au Portugal. C'est donc *de* Paris que le soutien au « reviralhismo » part ou bien *à* Paris que ceux qui fuient le Portugal, après les différentes tentatives infructueuses de renversement du pouvoir, se réfugient⁹. Au sein de cette opposition républicaine, d'éminents historiens se retrouvent alors dans la capitale française : c'est le cas notamment de Jaime Cortesão et d'António Sérgio, qui participent activement à cette structuration de l'opposition à la dictature militaire portugaise. Il n'en reste pas moins que les deux auteurs évoqués ont écrit un certain nombre de pamphlets ou bien de livres depuis Paris. Il y a donc aussi, en sus de l'intense activité politique, une certaine production scientifique et historique portugaise à cette époque à Paris¹⁰.

⁸ Je reprends ici la chronologie mise en évidence par Cristina Clímaco qui, dans son ouvrage reprenant sa thèse de doctorat, insiste sur ces deux phases géographiques de l'opposition portugaise : une première française puis une seconde où l'Espagne joue un rôle clé, du fait de la proximité géographique et de l'implantation de la Seconde République espagnole. Voir Cristina Clímaco, *Republicanos, Anarquistas e Comunistas no exílio (1927-1936)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2017, p. 350.

⁹ Par « revirvalho », on entend, avec Luís Farinha, l'ensemble des tentatives de renversement du pouvoir autoritaire en place par des groupes le plus souvent issus de la gauche républicaine ou bien de la gauche radicale et qui prend le plus régulièrement la forme de l'action violente. Les principales tentatives s'échelonnent de 1927 à 1931, moment où les tentatives de renversement se font plus sporadiques et où le pouvoir s'affermi à mesure que sa figure centrale, Oliveira Salazar, se renforce. Afin de mieux saisir l'étendue des différentes phases du « revirvalho », voir Luís Farinha, *O Revirvalho. Revoltas Republicanas contra a Ditadura e o Estado Novo, 1926-1940*, Lisbonne, Estampa, 1998.

¹⁰ On peut notamment prendre l'exemple de Jaime Cortesão qui écrit depuis Paris plusieurs de ses principaux ouvrages sur l'expansion ultramarine portugaise, notamment *A Expansão dos Portugueses na História da Civilização* (1930), *Os Factores Democráticos na Formação de Portugal* (1930), mais aussi sa contribution à l'histoire du Portugal de Damião dans les volumes 3, 4, 5 et 6 (soit entre 1931 et 1934). Ce qu'il est particulièrement intéressant de souligner est que toutes ces publications sont faites au Portugal et que malgré l'exil politique auquel Jaime Cortesão est contraint, il continue d'avoir un lien fort avec le Portugal et les milieux scientifiques et intellectuels restés dans une certaine proximité du pouvoir. Ainsi, on observe comment les positions politiques ne provoquaient pas constamment une entrave aux publications, que l'on peut toutefois nuancer par l'aura dont jouissait Jaime Cortesão au Portugal avant son départ en France.

Il n'en reste pas moins que la capitale française n'est pas encore l'espace de pensée et d'études de référence comme la ville l'a été dans les décennies postérieures à la Seconde Guerre mondiale. Si l'écriture de l'histoire au Portugal ne peut pas se résumer à la seule ville de Lisbonne, la géographie de la production historique se s'amoindrit très rapidement au début de la période autoritaire : pour cause, la Faculté de Lettres de Porto vivait ses derniers moments du fait de la décision de la supprimer en avril 1928 pour ne laisser que deux facultés de lettres dans le pays, Lisbonne et Coimbra¹¹. Si le milieu scientifique n'a pas connu, comme en Espagne, une épuration à la suite du coup d'État de mai 1926, c'est lentement mais sûrement que le pouvoir met la main sur le monde académique¹². Le moment crucial est la décision de sanctionner tout fonctionnaire qui serait en désaccord avec l'État par le décret-loi n°25 317 du 13 mai 1935¹³, confirmée par l'obligation pour toute prise de fonction de signer la déclaration consignée dans le décret-loi n°27 003 du 14 septembre 1936 : « Declaro por minha honra que estou integrado na ordem social estabelecida pela Constituição Política de 1933, com activo repúdio do comunismo e de todas as ideias subversivas¹⁴ ». Si certains opposants l'ont quand même signée, révélateur d'une incapacité du pouvoir autoritaire portugais à tout contrôler, le risque d'être démis n'en restait pas moins sérieusement envisageable.

C'est donc dans des universités qui sont de plus en plus contrôlées que toute une jeune génération se forme et est formée par un groupe d'historiens qui n'avaient rien à se reprocher aux yeux du pouvoir. Précisons que la tendance à cette époque était celle d'un « historicisme

¹¹ La décision, pendante depuis plusieurs années malgré la jeunesse de l'Université de Porto créée en 1911, se produit en avril 1928 (voir décret I Série, n°85, 14 avril 1928, décret-loi n°15 365 du 12 avril 1928, Ministère de l'Instruction publique : extinction de certaines facultés des Universités portugaises). Se clôturait alors, jusqu'à sa renaissance en 1961, l'histoire de la « maldição » de la faculté de Lettres de cette Université pour reprendre les mots de Cândido dos Santos, où de célèbres scientifiques ont fait leurs premiers pas dans l'enseignement, notamment Damião Peres. Voir Cândido dos Santos, *Universidade do Porto : Raízes e memória da instituição*, Porto, Reitoria da Universidade, 1996, p. 300.

¹² On peut ici faire référence à Rubén Pallol Triguero qui, dans un article traduit en français, expose très clairement la procédure d'épuration qu'a subie l'Université espagnole après la victoire du camp franquiste : des commissions sont nommées pour retenir les enseignants considérés comme compatibles avec le régime ; pour les autres, il ne leur reste que la démission. Voir Rubén Pallol Triguero, « Le renouvellement du corps des professeurs d'histoire pendant le premier franquisme », traduction de Eva Toboul Tardieu, *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n°127, Juillet-Septembre 2015, p. 101-115.

¹³ I Série, n°108, 13 mai 1935, décret-loi 25 317 sur décision de la Présidence du Conseil (soit de António Oliveira Salazar). Ce décret ordonne la retraite ou la démission des fonctionnaires ou employés qui révèlent un esprit d'opposition aux principes fondamentaux de la Constitution politique. Cette décision est suivie, quelques jours après, par l'exécution des mesures prises par le décret et un certain nombre de professeurs d'université sont démis du fait de leurs positions politiques, marquant la première vague de démissions contraintes que le pouvoir portugais met à exécution.

¹⁴ I Série, n°216, 14 septembre 1936, décret-loi n°27 003 de la Présidence du Conseil qui rend obligatoire la déclaration d'être intégré dans l'ordre social de la Constitution Politique de 1933 pour la prise de fonction des fonctionnaires. Cette obligation dure jusqu'à la toute fin du régime autoritaire portugais et, pour tout contrat public, il est nécessaire de la signer et une authentification de la signature doit être réalisée par un fonctionnaire.

néo-méthodique¹⁵ » soit d'une histoire politique qui s'intéressait surtout aux grands hommes et aux grandeurs de l'histoire nationale, comme dans la monumentale édition de la *História de Portugal* dirigée par Damião Peres¹⁶. Cette visée de l'histoire est confirmée par la résurrection de l'ancienne Académie portugaise de l'histoire par décision législative en 1936¹⁷ qui veut, selon ses statuts originaux, réintégrer la vérité dans l'histoire. L'histoire qui s'écrivait à Lisbonne par les canaux légaux était donc inexorablement limitée ou au moins surveillée par le pouvoir.

1945-1962 : allées et venues scientifiques entre les capitales au gré des marées

La période qui suit la Seconde Guerre mondiale – moment où le Portugal s'est illustré par un attentisme intéressé¹⁸ – s'ouvre sur une grande interrogation : est-ce que le Portugal peut maintenir un gouvernement dont la teneur fascisante n'est plus à l'ordre du jour après la défaite de l'Axe ? La réponse est affirmative mais elle s'est faite non sans quelques ondulations, que j'appellerai les « marées lisboètes ». Ainsi, la marge de liberté ressentie serait proportionnelle au coefficient de marée, la marée haute étant une période de fragilité où

¹⁵ Je reprends ici la formule de João Paulo Avelãs Nunes qui dans le cadre de son mémoire a voulu, à travers l'étude de l'histoire économique et sociale, montrer comment cette façon d'écrire l'histoire est restée extrêmement marginale face à une pratique de l'histoire qualifiée de « néo-méthodique », en référence à l'histoire dite méthodique de Charles Seignobos et de Charles Victor Langlois, très marquée par le sceau de l'histoire politique du Portugal, fortement descriptive et foisonnante de détails. Voir João Paulo Avelãs Nunes, *A História económica e social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra: O historicismo neo-metódico ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995.

¹⁶ Cette immense collection est composée surtout durant les années 1930, alors que Damião Peres est sur le point de quitter la Faculté de Lettres de l'Université de Porto qui a été fermée. Il s'entoure d'un grand nombre d'historiens, certains même opposants comme Jaime Cortesão, mais il rédige une très grande partie de cette histoire, notamment le dernier volume qui paraît en 1954 et qui aborde la période contemporaine allant de 1918 à 1933 – ce qui était totalement inédit car écrire sur des thématiques proches chronologiquement risquait, pour le pouvoir, de transformer l'écriture de l'histoire en politique. Mais Damião Peres étant dans une certaine proximité avec le pouvoir en place, ses travaux n'étaient pas mal perçus. Voir Damião Peres (dir.), *História de Portugal*, 9 volumes, Barcelos, Portucalense Editora, 1928-1954. Pour une analyse approfondie de cette grande œuvre, notamment sur le nombre de pages consacrées aux différentes périodes de l'histoire portugaise mais aussi aux différents domaines abordés (la politique, l'économie, la culture) voir Luís Reis Torgal ; José Maria Amado Mendes ; Fernando Catroga, *História da história em Portugal, séculos XIX-XX*, (vol. 1), *A História através da história*, Lisbonne, Temas e Debates, e Autores, 1998, p. 300-307.

¹⁷ L'Académie portugaise d'histoire prétend régénérer l'Académie royale d'histoire portugaise ayant existé de 1720 à 1776 par le décret du 19 mai 1936 (I Série, n°116, 19 mai 1936, décret-loi n°26 611, Ministère de l'Éducation nationale : approuve le règlement de la Junte Nationale pour l'Éducation).

¹⁸ Yves Léonard pose même la question « quelle neutralité ? » en montrant que le Portugal n'est que très partiellement parvenu à maintenir le cap de cette neutralité. Voir Yves Léonard, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016, p. 108-116). Ainsi, si idéologiquement le Portugal se sentait davantage en adéquation avec les idées de l'Axe, sentant le vent tourner à partir de 1943, il fait finalement le choix, après quelques tergiversations, de faciliter le transit des aviations britanniques et états-uniennes aux Açores. Malgré tout, les drapeaux sont en berne à l'annonce de la mort d'Hitler, signe d'une certaine amertume quant au conflit qui se clôturait.

les épreuves endurées par le pouvoir semblent pouvoir le faire vaciller, et la marée basse un moment où les critiques sont inaudibles et ne parviennent pas à corroder la stabilité du gouvernement sur la scène internationale. En fonction de la marée, le pouvoir portugais a pu exercer ou non une plus ou moins grande pression et un contrôle variablement efficace sur sa population et donc, par inclusion, sur le milieu des scientifiques. Le premier épisode de marée haute est la période allant de 1945 à 1949 : des espaces de contestation sont tolérés comme celui du Movimento de Unidade Democrático (MUD), qui tente de structurer l'opposition, alors que le contexte international n'était pas favorable au régime portugais. Mais profitant du rempart qu'il offrait au communisme, et fort d'un soutien tacite des puissances atlantiques, le pouvoir portugais est parvenu à reprendre la main et finit par interdire le MUD en 1948. Il faut cependant attendre l'année 1949 et l'élection présidentielle où le candidat Norton de Matos a émis publiquement une opposition au pouvoir avant de retirer sa candidature, pour que les choses se calment. Une longue période de marée basse s'installe jusqu'à un nouveau pic, une nouvelle fois provoqué par une élection présidentielle où cette fois c'est le candidat Humberto Delgado qui fédère toutes les oppositions autour de son nom. Mais le « furacão Delgado » de 1958 n'est pas parvenu à s'imposer face au candidat de l'Union nationale et à la fraude massive. La marée remonte ensuite inexorablement au fur et à mesure que la guerre coloniale s'étend à partir de 1961.

Si cette présentation semble subitement prendre une portée très politique et portugaise, s'éloignant de Paris et de la focale scientifique de cet article, l'étude du parcours de l'historien Vitorino Magalhães Godinho permet de montrer comment le monde scientifique et la sphère politique peuvent être intimement liés. Vitorino Magalhães Godinho est l'une des principales figures de l'historiographie portugaise du XX^e siècle, et sur la période allant de 1945 à 1962, sa trajectoire professionnelle illustre la rhétorique des ondulations au gré des marées mise en évidence auparavant, en fonction des différentes scissions politiques. Après s'être formé en sciences historico-philosophiques à l'Université de Lisbonne, il est recruté comme professeur extraordinaire sur invitation de Manuel Heleno. Mais rapidement ses cours sont mal vus par ses collègues et, après que certains cours ont été surveillés à la demande de l'Université, il décide de quitter cette institution en 1944 et rejoint l'Ateneu Comercial de Lisbonne où il enseigne librement de 1944 à 1946, dans un de ces rares espaces de liberté que Lisbonne compte. C'est cependant au moment où le contexte politique se tend que Vitorino Magalhães Godinho prend la décision de faire son doctorat à Paris : par l'entremise de Pierre Hourcade, Marcel Bataillon et Lucien Febvre, il est invité à Paris et obtient un poste de chercheur du CNRS à partir de 1947. Il reste alors durant toute la décennie 1950 en France. Sa thèse sur

l'économie de l'Empire portugais des XV^e et XVI^e siècles est soutenue en 1959 à Paris. Ce n'est qu'en 1960 qu'un tournant se produit : il est invité à retourner au Portugal comme « catedrático » de l'Instituto dos estudos ultramarinos, chaire qu'il n'occupe que deux ans comme nous le verrons. Au-delà de la dimension politique, son parcours est particulièrement intéressant car il est devenu le principal historien pratiquant une histoire économique et sociale qui, au Portugal, avait une très mauvaise image. En effet, aux yeux du pouvoir, elle était trop susceptible d'être de l'histoire à connotation marxiste. C'est donc en France qu'il trouve le refuge adéquat pour pouvoir réaliser ses observations de la façon dont il l'entend. Durant la période où il vit à Paris, n'abandonnant pas pour autant des thématiques portugaises, il fait de nombreux allers et retours entre Paris et les archives de Lisbonne, dont il se plaint du fonctionnement, comme dans cette lettre qu'il écrit à Fernand Braudel le 1^{er} août 1950 :

À la Torre do Tombo les conditions de travail sont devenues pires : on ne peut même plus écrire à l'encre ! Toujours le même horaire – de 11h15 à 15h45, pas de catalogues ; des documents soustraits à la lecture¹⁹.

On le voit donc ici se plaindre des conditions d'accès à l'un des principaux outils de travail de l'historien : les archives nationales de la Torre do Tombo. Les chercheurs devaient donc s'adapter à des horaires de travail extrêmement restreints et surtout dépendre de la bonne volonté des fonctionnaires, qui pouvaient limiter l'accès à certains documents. En l'absence de catalogue, les chercheurs étaient dans l'impossibilité d'avoir connaissance des documents détenus par cette institution, renforçant l'importance des relations interpersonnelles. À travers ce passage, on peut aussi supposer les habitudes que Vitorino Magalhães Godinho a pu prendre en France, notamment dans l'organisation des archives mais aussi dans la liberté d'accès aux informations afin de pouvoir élaborer sans aucune entrave un corpus de travail historique. Le parcours de Vitorino Magalhães illustre donc les enjeux autour de la fuite à Paris : limité dans sa pratique enseignante et historiographique, dans une période où le pouvoir en place parvenait à se maintenir sans réelles difficultés, il a préféré quitter le Portugal pour pouvoir travailler librement sur des thématiques portugaises.

1962-1974 : fuir Lisbonne, vivre à Paris

¹⁹ Lettre manuscrite de Vitorino Magalhães Godinho à Fernand Braudel, datée du 1^{er} août 1950 (voir les archives de Fernand Braudel détenues à l'Institut de France, MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho).

S'ouvre, à partir de 1962, une nouvelle étape dans l'exil des historiens. J'ai fait le choix de prendre 1962 et non pas 1961 qui est le début de la guerre coloniale car la date de 1962 fait écho à la grande crise estudiantine dans la capitale portugaise et correspond davantage à une problématique propre au milieu universitaire auquel nous nous attachons. Cette immense secousse touche le monde étudiant mais aussi celui des professeurs²⁰ puisqu'elle emporte l'historien Vitorino Magalhães Godinho, solidaire des étudiants, démis à la suite d'un procès, recevant ainsi, comme il aimait à la dire, « a honra de ser o único professor catedrático demitido²¹ ». Les turbulences dans le milieu étudiant, associées à la guerre coloniale, poussent une partie des historiens à faire le choix de l'exil, comme pour un grand nombre de Portugais²², ou bien renforce leur choix de rester en France. Le nombre d'historiens qui partent s'amplifie à mesure que la guerre s'étend. C'est le cas pour Joaquim Barradas de Carvalho qui s'installe à Paris en 1962 tout comme Victor de Sá, mais on peut aussi évoquer le cas de Miriam Halpern Pereira, accompagnant son mari qui risquait la prison, ou bien encore José Augusto França et enfin António José Saraiva, que l'on va étudier un peu plus longuement. Sans pour autant créer un noyau de lusistes, ces quelques historiens se retrouvent dans les séminaires des plus grands tenants de l'histoire économique et sociale française et des historiens attirés par le monde lusophone, comme Léon Bourdon, Albert Silbert ou bien Frédéric Mauro. La plupart viennent y rédiger leur thèse de doctorat en histoire. Soulignons au passage que le pouvoir portugais a tout fait pour limiter au maximum la recevabilité des candidatures de ces historiens formés à l'étranger, disant que leurs diplômes n'avaient aucune

²⁰ C'est aussi le moment où le recteur de l'Université de Lisbonne se démet de ses fonctions après l'intervention de la police au sein de la toute nouvelle cité universitaire. Le recteur n'est autre que Marcelo Caetano qui, quelques années après, devient Président du conseil. Pour approfondir la question de la crise universitaire de l'année 1962, notamment par les abondantes sources éditées, voir João Pedro Ferro (org.), *A Primavera que abalou o regime. A crise académica de 1962*, Lisbonne, Presença, 1996.

²¹ Cet épisode intervient après une lettre qu'il envoie au professeur Silva Rego qui la transmet au Ministre de l'éducation, à nouveau transférée au Ministre des colonies, Adriano Moreira, dont dépendait l'Instituto Superior de Estudos Ultramarinos où Vitorino Magalhães Godinho exerçait, à l'invitation justement d'Adriano Moreira. S'ensuit une démission qui est annulée par décision de justice mais Vitorino Magalhães Godinho ne récupéra pas de poste. Toutes les informations biographiques énumérées, notamment au sein du II) de cet article, proviennent de : Joaquim Romero Magalhães, « Vitorino Magalhães Godinho », dans *Dicionário dos Historiadores portugueses, da Academia Real das Ciências ao final do Estado Novo* (projet en ligne dirigé par Sérgio Campos Matos : <http://dichp.bnportugal.pt/>).

²² Sur la question de l'émigration portugaise en France, tant économique que politique, il faut évoquer l'ouvrage de Victor Pereira et sa saisissante contribution à la compréhension de cet intense mouvement migratoire : Victor Pereira, *La Dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

validité. Ce fut le cas notamment de Victor de Sá qui s'est retrouvé complètement bloqué pour faire valider sa thèse au Portugal²³.

Aussi, la figure d'António José Saraiva est intéressante pour nuancer ce tableau un peu trop élogieux de Paris que l'on a pu dresser avec Vitorino Magalhães Godinho pour la période précédente. Auteur très connu au Portugal du fait de sa *História da Literatura Portuguesa* écrite conjointement avec Óscar Lopes, il fait le choix de partir du Portugal et de s'installer en France en 1959, soit un peu avant les autres. Précurseur sur tous les plans, il est aussi un des premiers à rompre avec le Parti communiste portugais au début des années 1960, ce qui a provoqué pour lui un isolement marqué au sein des opposants au régime²⁴. Son expérience parisienne est dans l'ensemble précaire et pleine d'incertitudes : on peut en mesurer la fragilité en étudiant sa correspondance avec son grand ami Óscar Lopes. D'une part, sa situation professionnelle est instable, du fait de contrats qui restent d'assez courte durée et qui dépendent donc du bon vouloir des institutions scientifiques françaises. Ainsi, l'argent semble manquer parfois et mettent à mal ses finances. On peut s'appuyer sur une lettre du 14 avril 1966, lettre où il attend la publication d'un livre au Portugal pour récupérer de l'argent :

A verdade é que contava com esse dinheiro, e sem ele não poderei ver os meus filhos nas férias – e há dois anos que os não vejo. Diz-me se te parece conveniente eu escrever ao homem. Antes de Julho precisava de saber com o que posso contar²⁵.

Il en profite, dans la même lettre, pour dresser toutes les problématiques interpersonnelles propres au champ académique :

A minha situação neste momento é: adiei o Brasil sine die por causa do que sucedeu em Brasília, o F. Braudel propôs-me para o CNRS. Devo conhecer a decisão em Junho e começar a

²³ En consultant son procès dans les archives de la PIDE, on peut voir tout une partie de son combat pour parvenir à faire reconnaître son doctorat obtenu à Paris (voir PDE/DGS Delegação do Porto, Série : PI Número de Processo : 9095, NT : 3594, feuilles 49 et 50 pour la lettre qu'il envoie au ministre de l'Éducation nationale).

²⁴ Le poids du Parti communiste portugais dans les milieux intellectuels opposants est très important. De nombreux travaux se sont penchés sur cette question, notamment João Madeira dans son ouvrage qui reprend l'expression de Staline des « ingénieurs des âmes » pour parler de la fonction des intellectuels dans la société, à travers une étude qui s'étend des années 1930 aux années 1960. Voir João Manuel Martins Madeira, *Os « Engenheiros de Almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996). Il faut ensuite souligner l'ouvrage de José Neves qui aborde le rôle de certains historiens liés au PCP dans l'élaboration d'un discours sur l'histoire nationale : José Neves, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta de China, 2011 [2008]. Aussi, rompre avec le PCP était une double peine pour les opposants au régime autoritaire portugais : ainsi, à l'isolement provoqué ou bien au Portugal ou, pire, à l'étranger du fait de cette appartenance à l'opposition, c'est tout un autre pan des réseaux de solidarité dirigés par le PCP qui se fermaient à ceux qui rompaient avec ce parti.

²⁵ Lettre envoyée le 14 avril 1966 par António José Saraiva à Óscar Lopes, publiée dans Leonor Curado Neves (édition), *António José Saraiva e Óscar Lopes: correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, p. 143.

trabalhar e a ganhar em Outubro. Vou entretanto considerar outras possibilidades de trabalho: uma cátedra em qualquer país da Europa (em França, por incrível que pareça, não é possível; o ensino do Português está abarbatado pelo Bourdon, que me detesta figadalmente, e quejandos), ou na América (o que não me agrada excessivamente); publicações em Portugal. [...] A universidade francesa é um edifício feudal impressionante, com um sentido da hierarquia que em Portugal só se encontra na Faculdade de Direito²⁶.

Cette correspondance permet aussi de montrer les difficultés de cet exil sur le plan personnel. Ainsi dans une lettre du 7 juillet 1963 :

Ora eu não posso esperar algumas décadas, nem mesmo alguns anos para fazer a minha vida. Quem me dera uma catédra no Porto, com os filhos à beira, aulas, alunos, gente, conforto humano. Não fui feito para esta vida de cigano, embora não renegue dela, porque me ensinou muitas coisas e adiou provavelmente o meu envelhecimento²⁷.

Mais encore, on peut percevoir qu'il ne portait pas forcément les Français en très grande estime comme dans cette lettre de mars 1969 :

Não calculas como me senti contente por estar fora de França e longe dos Franceses, essa gente dura, guerreira, fechada e hostil. Cada vez os gora menos : sou cada vez mais estrangeiro em França²⁸.

Si cette dernière citation peut porter à sourire, elle n'en n'est pas moins révélatrice des difficultés d'intégration qu'un scientifique, parti pour des raisons politiques, peut endurer dans un pays qui n'est pas le sien. À travers ces différents extraits de la correspondance de António José Saraiva, nous pouvons offrir un contrepoint à l'expérience de l'exil à Paris des scientifiques portugais. Si, pour Vitorino Magalhães, les conditions étaient globalement bonnes, d'autres n'ont pas connu un sort similaire et les contraintes inhérentes à un départ à l'étranger peuvent parfois prendre le dessus sur le sentiment de liberté ressenti dans les premiers temps du départ : l'éloignement de la famille, la pénibilité des conditions de vie, la vie chère notamment pour la ville de Paris, le sentiment d'être bloqué à l'étranger et de se dire

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Extrait d'une lettre de António José Saraiva à Óscar Lopes, le 06 juillet 1963, écrite à Paris et publiée dans Leonor Curado Neves (ed.), *op. cit.*, p. 69.

²⁸ Extrait d'une lettre de António José Saraiva à Óscar Lopes, écrite en mars 1969 (datation incertaine) et sans mention de lieu, publiée dans Leonor Curado Neves (ed.), *op. cit.*, p. 196.

que l'on ne pourra pas retourner dans son pays tant la situation politique semble perdurer. Aussi, tous ces facteurs psychologiques peuvent éroder la condition de l'historien éloigné de son pays natal.

Mots de conclusion

Cette présentation a donc essayé de mettre en évidence les ressorts d'un dialogue entre deux capitales qui s'est caractérisé, quand on prend comme point d'arrivée la ville de Paris, par l'accueil d'une partie d'historiens faisant le choix d'émigrer ou contraints par l'exil face à un régime liberticide portugais. La perspective chronologique permet de saisir au mieux les jalons de ce dialogue. Si du coup d'État du 28 mai 1926 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la ville de Paris bénéficie d'un prestige scientifique certain, cette capitale reste avant tout une ville de passage et de repli des opposants au régime autoritaire, notamment ceux du « revirinho ». C'est véritablement à partir de 1945 que quelques historiens font, pour des raisons professionnelles et scientifiques, le choix de venir en France, ne supportant plus de travailler dans les pénibles conditions dans lesquelles ils tentaient de produire de l'histoire au Portugal, du fait de leur engagement en tant qu'opposants au régime. Aussi, ce mouvement s'amplifie avec le début de la guerre coloniale quand Lisbonne vacille dans une terrible lutte armée sur plusieurs fronts : le pouvoir cherche alors à contrôler de façon encore plus ferme le milieu académique pour éviter l'apparition de sas de contestations potentiellement dangereux et donc insupportables aux yeux du pouvoir.

Ainsi, c'est seulement après le 25 avril 1974 que la majorité des historiens évoqués peut rentrer au Portugal afin de pouvoir exercer leur métier d'historien et enseigner, ce dont ils avaient été, pour beaucoup, interdits jusque-là. La plupart ont obtenu après le Processus révolutionnaire en cours, des postes dans les universités du pays et ont donc vu leur carrière à l'étranger couronnée du prestige de leurs travaux novateurs en comparaison avec la pratique historiographique des milieux académiques portugais. En somme, on ne peut que mesurer l'ampleur du lien entre la politique et le monde du savoir lorsque l'on s'intéresse à la bien longue période autoritaire portugaise.

BIBLIOGRAPHIE

Araújo, José Moreira de, *Biblioteca Cosmos, um projecto cultural do Prof. Bento de Jesus Caraça*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2001.

- Burguière, André, *L'École des Annales. Une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- Clímaco, Cristina, *Republicanos, Anarquistas e Comunistas no exílio (1927-1936)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2017.
- Farinha, Luís, *O Revirvalho. Revoltas Republicanas contra a Ditadura e o Estado Novo, 1926-1940*, Lisbonne, Estampa, 1998.
- Ferro, João Pedro (org.), *A Primavera que abalou o regime. A crise académica de 1962*, Lisbonne, Presença, 1996.
- Leguay, Jean-Pierre, *La Rue au Moyen Âge*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1984.
- Leonard, Yves, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016.
- Lucena, Manuel de, *O Regime Salazarista e a sua Evolução*, Matosinhos, Contemporânea Editora, Câmara Municipal de Matosinhos, 1995.
- Madeira, João Manuel Martins, *Os « Engenheiros de Almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996.
- Magalhães, Joaquim Romero, « Vitorino Magalhães Godinho », dans MATOS, Sérgio Campos (dir.), *Dicionário dos Historiadores portugueses, da Academia Real das Ciências ao final do Estado Novo* (Projet en ligne : http://dichp.bnportugal.pt/historiadores/historiadores_godinho.htm).
- Mattoso, José (dir.), Ramos, Rui (coord.), *História de Portugal*, vol. 6, *A Segunda Fundação*, Lisbonne, Editorial Estampa, 2001.
- Neves, José, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta de China, 2011 [2008].
- Neves, Leonor Curado (ed.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004.
- Nunes, João Paulo Avelãs, *A História económica e social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra: O historicismo neo-metódico: ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995.
- Pereira, Victor, *La Dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- Peres, Damião (dir.), *História de Portugal*, 9 volumes, Barcelos, Portucalense Editora, 1928-1954.

- Rosas, Fernando, *Lisboa Revolucionária, Roteiro dos confrontos armados no século XX*, Lisbonne, Tinta de China, 2007.
- Rosas, Fernando ; Rollo, Maria Fernanda (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta de China, 2011 [2010].
- Santos, Cândido dos, *Universidade do Porto: Raízes e memória da instituição*, Porto, Reitoria da Universidade, 1996.
- Torgal Luís Reis ; Mendes, José Maria Amado ; Catroga, Fernando, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Temas e Debates, e Autores, 1998, 2 volumes.
- Triguero, Rubén Pallol, « Le renouvellement du corps des professeurs d'histoire pendant le premier franquisme », traduction de Eva Toboul TARDIEU, *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 127, Juillet-Septembre 2015, p. 101-115.